

Mi-législature 2023 – 2025 : Bilan des succès du groupe UDC

Malgré la majorité de centre-gauche au Parlement fédéral, l'UDC a obtenu des succès importants pour la population suisse durant la première moitié de la 52^e législature grâce à son engagement infatigable et à sa politique pragmatique cohérente, notamment en matière d'asile.



Lutte contre les criminels de l'asile

Partout en Europe, des contrôles aux frontières ont été mis en place et les politiques d'asile ont été considérablement durcies. Le responsable de l'asile en Suisse, le socialiste Beat Jans, ne fait cependant rien pour la population suisse ! Mais grâce à l'UDC, il n'y a plus de procédure d'asile ni de droit de séjour (24.3716/24.4429) et plus aucune liberté de circulation pour les criminels demandeurs d'asile (24.3734/24.4495). Le statut de protection S n'existe plus que pour les personnes qui ont réellement besoin de protection (24.3022/24.3035/24.3378) et la protection des données pour les clandestins est supprimée (24.3059/24.3498). Cependant, le Parlement de centre-gauche a rejeté de nombreuses revendications de l'UDC : les demandeurs d'asile déboutés peuvent ainsi continuer à faire venir leur famille (24.3057/24.3511). Le centre-gauche a en outre échoué de peu au Conseil des États avec sa demande d'assouplissement du regroupement familial pour les proches de ressortissants étrangers naturalisés provenant de pays tiers (19.464).



L'initiative sur le renvoi datant de 2010 enfin partiellement mise en oeuvre

Après l'acceptation de l'initiative sur le renvoi (09.060) par le peuple et les cantons le 28 novembre 2010, il a fallu attendre 14 (!) ans avant que le Conseil fédéral puisse annoncer, le 26 novembre 2024, les premiers chiffres concernant les renvois et les expulsions. De nombreux chiffres restent toutefois confidentiels : on ne sait toujours pas combien des expulsions prononcées à l'encontre d'étrangers criminels adultes ont été effectivement exécutées par canton. Malgré quelque 31 questions déjà adressées au Conseil fédéral (« liste Strichli »), l'UDC ne lâchera pas le morceau.



Pas de Suisse à 10 millions d'habitants !

Après la victoire électorale de l'UDC en 2023, le mandat des électeurs était clair : la population en a assez de l'immigration excessive, dont elle subit quotidiennement les conséquences désastreuses : hausse des loyers et pénurie de logements, pression sur les salaires et baisse du pouvoir d'achat, embouteillage sur les routes et trains bondés, bétonnage de notre paysage, perte d'identité et de patrie, augmentation de la violence et importation de la criminalité, baisse de la qualité de l'éducation et immigration dans l'État social. L'UDC a remporté un succès en empêchant l'adhésion de la Suisse au Pacte mondial sur les migrations de l'ONU (21.018). Mais comme les autres partis ne font rien contre l'immigration excessive, l'UDC a lancé le 3 avril 2024 l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! » (25.026). C'est pour la durabilité « Pas de Suisse à 10 millions ! ». C'est désormais au peuple d'avoir le dernier mot.



Criminalité importée : L'UDC exige de la transparence

La criminalité explose : selon les statistiques, plus de 563'000 infractions ont été commises en 2024, soit 8 % de plus qu'en 2023. Les infractions violentes graves ont augmenté de près de 20 %, les viols de 29.4 % et les vols qualifiés de près de 10 %. 58 % des infractions sont commises par des étrangers, ce que les autorités et les médias de gauche passent sous silence. Grâce à l'UDC, le mur du silence s'effrite : son groupe parlementaire a obtenu au Conseil national que la nationalité des auteurs d'infractions soit mentionnée (24.463).



Pas de rattachement à l'UE en crise

Seule l'UDC lutte avec véhémence contre le rattachement à l'UE. Lors de la consultation, elle a analysé en détail les plus de 2'000 pages des traités européens et les 20'000 pages des directives européennes. Le résultat est sans appel : le traité européen reviendrait à abandonner la Suisse. L'obligation de transposer le droit de l'UE et la soumission à la juridiction de l'UE constituent des violations existentielles des principes fondamentaux de notre Constitution. Ce traité bafoue l'indépendance du pays, les droits démocratiques du peuple suisse, la neutralité et le fédéralisme.



Moins d'impôts et de taxes

Après trois tentatives infructueuses, l'UDC a largement contribué à l'élaboration d'un projet susceptible de rallier une majorité en faveur de la suppression de la valeur locative (17.400/22.454). L'UDC souhaite également alléger la charge fiscale des citoyens en supprimant la pénalisation du mariage dans l'impôt fédéral direct : oui au modèle éprouvé du splitting (25.018) et non à la charge supplémentaire imposée aux familles par le monstre bureaucratique qu'est l'imposition individuelle (24.026).



Préserver la prospérité suisse

L'UDC défend systématiquement le frein à l'endettement. Une économie basée sur l'endettement, comme dans les pays voisins de l'UE, ne doit en aucun cas s'installer en Suisse. L'UDC demande donc d'autant plus urgentement de freiner la croissance de l'État, en particulier dans les domaines de la coopération au développement, de l'asile et des dépenses propres. En outre, l'UDC s'engage résolument en faveur d'une politique économique libérale et lutte avec détermination contre les nouvelles réglementations qui nuisent à l'économie.

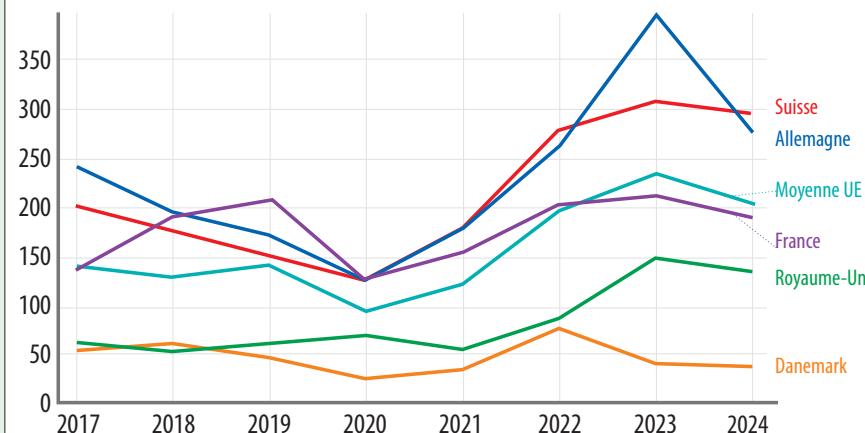


Le Conseiller fédéral socialiste Beat Jans et les autres partis ne font rien contre le chaos de l'asile

Dans les faits, tous les pays européens mènent une lutte systématique contre l'immigration illégale. Depuis un certain temps déjà, ils contrôlent à nouveau leurs frontières et durcissent considérablement leur politique d'asile. Seul Beat Jans, responsable socialiste de l'asile, refuse de coopérer. **Résultat :** la Suisse affiche aujourd'hui le plus grand nombre de demandes d'asile pour 100'000 habitants en Europe (voir graphique).

En 2024, près de 30'000 « demandeurs d'asile » sont à nouveau arrivés dans notre pays, principalement de jeunes hommes musulmans. Depuis l'année 2000, plus d'un demi-million de demandes d'asile ont été déposées en Suisse et la majorité des demandeurs d'asile ne sont pas des réfugiés. Ils viennent en Suisse avec des bandes de passeurs criminels et généralement via des pays tiers sûrs. Ils restent cependant ici : à la fin de 2024, le domaine de l'asile comptait plus de 200'000 personnes. Les conséquences sont désastreuses : **les coûts et la criminalité explosent**. En 2021, la Confédération a dépensé 1.5 milliard de francs pour le domaine de l'asile. Entre-temps, ce chiffre est déjà passé à 3.8

Demandes d'asile dans les pays européens pour 100'000 habitants



Source : Eurostat, Home Office, ONS © Blick Grafik

milliards. Au cours de la législature actuelle, le groupe UDC a pu obtenir des succès importants lors de 5 sessions extraordinaires. Cependant, la plupart de ses revendications ont été rejetées par la majorité de centre-gauche au Parlement, **comme le montre l'aperçu suivant :**

Session	Proposition	Décision du Parlement
Session d'hiver Décembre 2023	Demandes d'asile de femmes afghanes. Corriger le changement de pratique (23.4241 / 23.4247)	Refus du Conseil national et du Conseil des Etats
Session de printemps Mars 2024	Protection des frontières nationales (23.4472 / 23.4448)	Refus du Conseil national et du Conseil des Etats
	Refuser l'asile aux citoyens des pays du Conseil de l'Europe (23.4401 / 23.4534)	Refus du Conseil national et du Conseil des Etats
Session d'automne Septembre 2024	Dénoncer la Convention européenne des droits de l'homme (24.3503 / 24.3513)	Refus du Conseil national et du Conseil des Etats
	Les requérants d'asile qui transitent par un pays sûr ne sont pas des réfugiés (24.3056 / 24.3515)	Refus du Conseil national et du Conseil des Etats
	Pas de regroupement familial pour les personnes admises à titre provisoire (24.3057 / 24.3511)	Acceptation du Conseil national mais refus du Conseil des Etats – proposition rejetée
	Traitement de toutes les procédures d'asile au sens de l'article 22 LAsi dans des zones de transit (24.3058 / 24.3516)	Refus du Conseil national
	Systématiser l'échange des données concernant les immigrés illégaux (24.3059 / 24.3498)	Acceptation au Conseil national et au Conseil des Etats ; le Conseil fédéral doit maintenant mettre en oeuvre la proposition
Session de printemps Mars 2025	S'inspirer du Danemark et de la Suède pour gérer le regroupement familial dans l'intérêt de la Suisse (24.4320 / 24.4444)	Refus du Conseil national et du Conseil des Etats
	Refouler à la frontière les personnes qui arrivent par des pays tiers sûrs (24.4321 / 24.4318)	Refus du Conseil national et du Conseil des Etats
	Protéger la population. Pas de procédure d'asile ni de droit de rester sur le territoire pour les criminels (24.3716 / 24.4429)	Acceptation au Conseil national et au Conseil des Etats ; le Conseil fédéral doit maintenant mettre en oeuvre la proposition
	Protéger la population. Limiter systématiquement la liberté de mouvement des requérants d'asile criminels (24.3734 / 24.4495)	Acceptation au Conseil national et au Conseil des Etats ; le Conseil fédéral doit maintenant mettre en oeuvre la proposition
Session d'automne Septembre 2025	Revenir à l'essence du droit d'asile et, à l'instar de la Suède et du Danemark, ne plus accorder l'asile pour une durée indéterminée (24.4588 / 25.3743)	Refus du Conseil national et du Conseil des Etats
	Abrogation du statut S pour les personnes venant d'Ukraine (25.3602 / 25.3738)	Refus du Conseil national et du Conseil des Etats
	Suspendre le programme de réinstallation jusqu'à ce que le système d'asile soit stabilisé (25.3601 / 25.3625)	Refus du Conseil national et du Conseil des Etats
	Lutter contre les mauvaises incitations dans la politique d'asile (25.3274 / 25.3689)	Refus du Conseil national et du Conseil des Etats

Pas de Suisse à 10 millions d'habitants : La durabilité plutôt que l'immigration incontrôlée

Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes au sein de l'UE, la population suisse a augmenté de plus de 1.5 million de personnes. Les principaux facteurs sont l'immigration excessive et l'immigration clandestine liée à l'asile.

Des prévisions totalement erronées : Avant la votation sur la libre circulation des personnes au sein de l'UE, le Conseil fédéral avait promis **qu'environ 8'000 personnes supplémentaires** viendraient en Suisse chaque année. Une tromperie flagrante de l'électorat : en moyenne, environ **50'000 personnes** provenant de l'**UE/AELE** sont venues en Suisse chaque année !

Selon les prévisions du Conseil fédéral, seuls environ 144'000 immigrants provenant de l'UE seraient venus en Suisse ; réalité, ce sont 902'886 (solde net) qui sont venus en Suisse (depuis 2007/libre circulation totale des personnes). Cela représente **758'886 immigrants nets provenant de l'UE de plus que ce que le Conseil fédéral avait prévu !**

De plus, depuis 2000, plus d'un demi-million de demandes d'asile ont été déposées. Chaque année, des **dizaines de milliers de profiteurs et de criminels demandeurs d'asile** provenant du monde entier arrivent chez nous. La majorité d'entre eux restent ici ad aeternam. Il faut mettre un terme à cette dangereuse migration liée à l'asile.

Pénurie de logements : « Loyer en Suisse en 2024 – plus forte hausse depuis 20 ans »¹

Les loyers sont de plus en plus chers. De plus, la plupart des Suisses ne peuvent plus se permettre d'acheter un logement. **Construit-on trop peu en Suisse ?** Non. L'immigration est trop importante. La construction de logements ne parvient plus à suivre le rythme de l'immigration de masse. Voici les faits :

- 28'873 nouveaux logements ont été construits en 2001
- 49'314 nouveaux logements ont été construits en 2020
- Soit donc une augmentation annuelle de 71 % !

Baisse du niveau d'éducation : « Problèmes majeurs lors de la scolarisation : un enfant sur trois ne maîtrise pas correctement l'allemand ! »² Plus il y a d'enfants allophones, plus le niveau d'éducation moyen baisse. Dans de nombreuses classes suisses, la proportion d'enfants qui ne parlent aucune des langues nationales dépasse les 50 %. Des études montrent qu'à partir **d'une proportion de 30 %, il n'est pratiquement plus possible d'assurer un enseignement scolaire de qualité**. En outre, un quart des élèves suisses ne savent pas lire correctement.

Que vise l'initiative de l'UDC « Pas de Suisse à 10 millions » ?

- un développement démographique durable plutôt qu'une explosion démographique incontrôlée ;
- une Suisse dont la population résidente permanente ne dépassera pas 10 millions d'habitants avant 2050.

Comment atteindre l'objectif ?

- La Confédération et les cantons seront tenus de prendre des mesures pour un développement démographique durable.

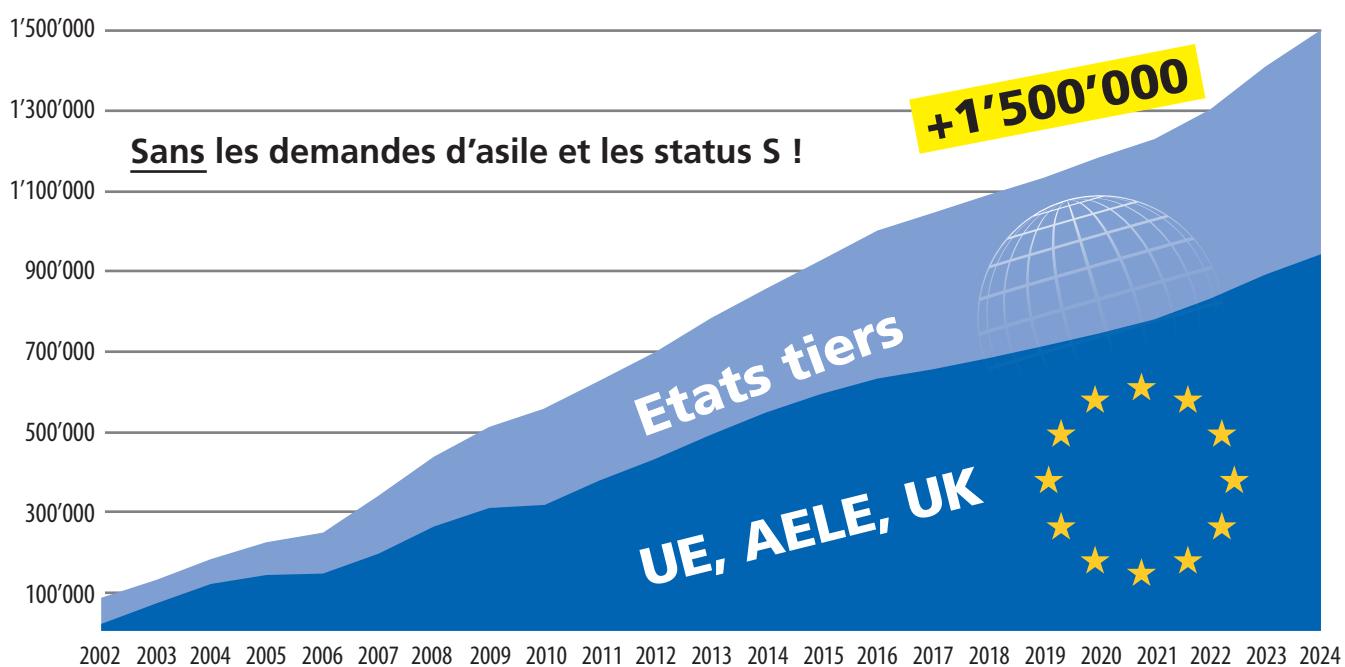
Si la population résidente dépasse les 9.5 millions d'habitants avant 2050 :

- le Conseil fédéral et le Parlement devront mettre en œuvre des mesures pour limiter l'asile et le regroupement familial ;
- les « personnes admises à titre provisoire » (= demandeurs d'asile dont la demande a été rejetée) ne recevront plus de permis de séjour ou d'établissement ;
- Le Conseil fédéral devra renégocier les accords internationaux qui favorisent la croissance démographique ou négocier et mettre en œuvre des clauses de sauvegarde efficaces.

¹ Loyer en Suisse en 2024 : la plus forte hausse depuis 20 ans – Actualités – SRF

² Un enfant sur trois a beaucoup de mal avec l'allemand – Blick

Années après années, l'immigration atteint de nouveaux records depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE



Perspectives pour la deuxième moitié de la législature : Ce pour quoi s'engage le groupe UDC

Les deux prochaines années seront décisives pour l'avenir de notre patrie, la Suisse : indépendance ou soumission à l'UE. Droit de vote libre ou diktat de l'UE. Nation suisse fondée sur la volonté populaire ou UE en crise, enlisée dans les dettes. L'UDC s'oppose de toutes ses forces au projet d'intégration de la Suisse à l'UE. Il faut en outre limiter l'immigration excessive et mettre enfin un terme aux abus de l'asile.



Pour une Suisse libre et sûre

La lutte contre le traité d'adhésion à l'UE est le combat le plus important mené par l'UDC depuis le référendum sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen en 1992, qui, avec un taux de participation de 78.7 %, a été rejeté par la majorité des citoyens suisses et par 18 des 26 cantons. Avec le traité d'adhésion à l'UE, les traîtres à la patrie, lassés de leur pays, présents dans la politique et l'administration, veulent à nouveau renoncer à la liberté de la Suisse et lier notre pays à l'UE, avide d'argent et de pouvoir, qui s'étend comme une pieuvre dans de plus en plus de domaine. Le traité avec l'UE signifierait l'abandon de la Confédération suisse, de sa démocratie directe unique au monde et de sa neutralité séculaire.



Un approvisionnement électrique sûr et abordable

L'UDC exige que l'approvisionnement en électricité reste sûr et abordable à l'avenir, cela dans le cas où l'énergie hydraulique et solaire ne pourraient pas être développées dans la mesure souhaitée et où les progrès en matière de stockage saisonnier de l'électricité s'avèreraient insuffisants. La contre-proposition indirecte à l'initiative populaire « Stop au black-out » vise à supprimer l'interdiction d'octroyer des autorisations générales pour la modification de centrales nucléaires existantes et la construction de nouvelles centrales. Cela garantit une sécurité d'approvisionnement élevée et une électricité à prix abordable. La contre-proposition indirecte à l'initiative populaire « Stop au black-out » vise à lever l'interdiction d'autorisation générale pour les modifications des centrales nucléaires existantes et pour les nouvelles centrales nucléaires, garantissant ainsi un approvisionnement en électricité sûr et abordable.



Gestion autonome de l'immigration

Depuis le 9 février 2014, l'article 121a de la Constitution fédérale suisse stipule que la Suisse régule l'immigration des étrangers de manière autonome au moyen de plafonds annuels et de contingents. Aucun traité international qui contrevient au présent article ne peut être conclu. Malgré ce mandat clair du peuple, le PLR et le PS se sont associés pour en saboter la mise en œuvre. Avec le traité d'adhésion à l'UE, l'immigration devrait même être étendue par rapport à aujourd'hui via la reprise de la directive européenne sur les citoyens de l'Union européenne. Le peuple suisse peut rejeter cette politique qui méprise les mandats populaires en acceptant l'initiative pour la durabilité « Pas de Suisse à 10 millions ! » (25.026), qui sera soumise au vote du peuple au cours de la deuxième moitié de la législature.



Neutralité armée, perpétuelle et totale

Grâce à la neutralité, la Suisse a pu éviter les guerres et préserver la paix pendant des siècles. La neutralité est le meilleur bouclier pour la population suisse. La crédibilité, la fiabilité et la confiance sont indispensables pour prévenir les guerres. « L'initiative sur la neutralité » empêchera la Suisse d'adhérer à l'OTAN ou à l'UE par la petite porte, à travers leur politique de sécurité et de défense. En même temps, la neutralité suisse éprouvée sera inscrite dans la Constitution.



Davantage d'argent pour la classe moyenne suisse

La politique de la gauche rose-verte affaiblit le pouvoir d'achat de la classe moyenne, qui travaille dur. L'UDC s'engage fermement en faveur d'une baisse des impôts et des taxes. En ce sens, elle soutient l'initiative SSR « 200 francs, ça suffit ! » (24.060), rejette l'initiative idéologique du Fonds pour le climat (25.022) et combat l'augmentation des prélèvements sur les salaires ou de la TVA pour le financement de la 13^e rente AVS (24.073). L'UDC rejette également fermement l'augmentation des taxes climatiques sur l'énergie.



Stop aux abus de l'asile !

Au cours de 5 sessions extraordinaires consacrées à la lutte contre les abus de l'asile, l'UDC a remporté quelques succès partiels depuis le début de la législature. Ses revendications centrales, à savoir pas d'asile pour les migrants illégaux, pas de séjour pour les personnes dont la demande d'asile a été rejetée et des contrôles systématiques aux frontières suisses, ont toutefois été rejetées par le PLR et le centre-gauche. Le Conseil fédéral doit soumettre au Parlement, d'ici septembre 2026 au plus tard, le message relatif à l'initiative sur la protection des frontières « Stop aux abus de l'asile ! ». Ensuite, le peuple et les cantons se prononceront par les urnes sur la réorientation urgente et nécessaire de la politique d'asile suisse.